

Budget—M. Ritchie

Le dégrèvement d'impôt de 5 p. 100 peut, en partie, aider le secteur privé à investir dans la création d'autres emplois. Je dois avouer que cette mesure constitue une amélioration en ce qu'elle est juste, qu'elle offre plus de possibilités d'utilisation que la réduction uniforme accordée aux industries de fabrication et de transformation en vertu d'autres budgets. Mais, une fois de plus, le chiffre est plus proche de 3 p. 100 que de 5 p. 100, parce que le fabricant, l'agriculteur ou le bûcheron qui veut en bénéficier constateront que le taux d'amortissement le réduit d'environ 2 p. 100. Finalement, le ministre des Finances n'a procédé qu'à des coupures budgétaires illusoire, car il s'est contenté de reporter des programmes, en grande partie fort contestables.

Nos relations avec les autres pays du monde sont des plus importantes, or le budget ne fait pas grand-chose pour les améliorer. Le déficit de notre balance des paiements risque de s'élever à 6 milliards de dollars, ce qui est considérablement plus élevé que tout ce que nous avons connu auparavant, même lorsque la valeur du dollar était bien inférieure.

Le problème est d'autant plus grave que le taux d'inflation qui sévit actuellement au Canada est beaucoup plus élevé qu'aux États-Unis, pays avec lequel le Canada a le plus d'échanges commerciaux. Les hausses salariales pour les industries manufacturières ont été de 50 à 100 p. 100 supérieures à celles de l'an dernier, selon la période de l'année que l'on considère. Le ministre a fait remarquer que cette tendance ne pouvait se poursuivre sans nuire à nos exportations et à l'emploi au Canada.

En d'autres termes, nos efforts pour stimuler le marché intérieur et lutter contre le chômage en adoptant un système de financement déficitaire risquent éventuellement de se retourner contre nous, si ce n'est déjà fait. Les raisons pour cela sont simples. L'inflation attire les travailleurs sur le marché du travail parce qu'ils ont besoin de travailler pour conserver leur niveau de vie. Mais les emplois ainsi créés ne peuvent se maintenir que si l'on stimule constamment le pouvoir d'achat général, ce qui se traduit par de plus en plus d'inflation. Notre taux inflationniste finira par rendre les produits canadiens invendables à l'étranger. Les détails donnés dans l'exposé budgétaire ne semblent pas s'attaquer sérieusement à ces problèmes.

● (1730)

Le ministre des Finances (M. Turner) et le gouvernement voudraient nous faire croire que le déficit commercial canadien et notre position concurrentielle désavantageuse sont des problèmes tout récents. S'il est vrai que les problèmes précis viennent seulement de surgir, leurs causes sont plus anciennes et sont vraiment d'ordre intérieur. Elles proviennent autant des exigences de nos exportations et de la politique suivie par le gouvernement, que du déclin soudain de la demande mondiale qui a été causé par ce qu'il est convenu d'appeler le troisième volet des relations canado-américaines. L'augmentation de nos exportations vers l'Europe et le Japon n'a pas changé tellement l'éventail de nos produits exportés. Les efforts du premier ministre pour assurer le «lien contractuel» si intangible avec le Marché commun européen n'a eu jusqu'ici d'autre résultat que de donner à l'Europe friande de ressources naturelles accès à nos matières premières.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gillespie) revient tout à fait bredouille du Japon, auquel il voulait faire acheter un volume plus important de nos produits manufacturés.

[M. Ritchie.]

M. Gillespie: C'est faux!

M. Ritchie: Plus de 66 p. 100 de nos exportations vont encore vers les États-Unis. On pourrait croire que cette dépendance vis-à-vis du marché américain désavantage notre pays lorsque les États-Unis sont en récession. Mais ce serait ne pas tenir compte du fait que le ralentissement de l'activité économique s'est produit dans tous les pays, parfois même de façon plus accentuée qu'aux États-Unis. Du fait de l'interdépendance croissante des économies nationales, la recherche de la diversification risque de ne déboucher sur aucun avantage économique réel, et de se solder par une simple illusion d'indépendance.

Les gains réalisés dans nos exportations depuis deux ans s'expliquent pour une bonne part par la montée en flèche du prix des produits agricoles, des hydrocarbures et des matières premières. La valeur de nos exportations de pétrole et de gaz naturel a doublé entre 1973 et 1974, passant de 1.8 à 3.9 milliards de dollars, malgré une baisse de volume. Nos exportations de produits agricoles et de richesses naturelles ont baissé en 1974. La baisse a été de presque 25 p. 100 dans le cas des produits de l'agriculture et de la pêche. Cela s'explique principalement par les grèves survenues aux diverses étapes de l'exportation. Nous avons tous en mémoire, par exemple, la grève des manutentionnaires de grain de l'automne dernier. Notre incapacité à régler les grèves de l'an dernier nous a empêché d'exporter 170 millions de boisseaux environ. Certains économistes évaluent à près de 270 millions de dollars les seuls frais de surestimation que cela a entraînés. On peut difficilement espérer que ce manque à gagner sera récupéré.

Pour l'année 1974, tous nos prix ont été à la hausse. On peut peut-être s'attendre à un certain ralentissement dans les prix du secteur primaire. En ce qui concerne le prix des produits manufacturés, le dernier trimestre de 1974 a marqué une hausse représentant 18 p. 100. Comme les États-Unis achètent plus de 80 p. 100 de nos produits manufacturés, il y a certainement lieu de nous inquiéter de notre compétitivité. Il est très difficile, toutefois, de comparer le coût de la main-d'œuvre des deux pays, mais de façon générale, il semble que la différence tend à s'estomper. Les ouvriers de notre secteur secondaire ne pourront plus trouver de travail si leurs revendications salariales sont trop élevées.

A mon avis, madame l'Orateur, c'est un domaine où les chiffres pourraient être bien plus révélateurs. Le gouvernement pourrait nous fournir de meilleurs chiffres comparatifs que ceux qu'il nous a fournis. Le ministre du Travail (M. Munro) a cité des chiffres que le ministre des Finances a réfutés et plusieurs économistes et syndicalistes se sont mis de la partie. Il serait très utile que le gouvernement donne des chiffres plus valables.

Il y a un domaine auquel le gouvernement canadien devra songer sérieusement. Le déficit du commerce de l'automobile est passé de 440 millions de dollars en 1973 à 1,328 millions en 1974. Depuis 1966, il y a eu six déficits et trois excédents. Le déficit de 1974 dépasse en réalité de 440 millions de dollars le déficit de 1965, même si on le calcule en dollars constants. Peut-être le ministre craint-il d'ouvrir les négociations, mais, de fait, le gouvernement continue à accepter ce déficit. Comme on l'a signalé, le déficit cette année pourrait dépasser 2 milliards de dollars. A mon avis, le ministre de l'Industrie et du Commerce devrait nous dire quelles sont les intentions du gouvernement relativement à l'accord sur les produits de l'automobile puisqu'il est presque certain que cette situation pourrait se perpétuer. La valeur des exportations de pétrole et d'hy-